

DÉCISION DU TRIBUNAL DU TRAVAIL DE BRUXELLES

Trib. Trav. Bruxelles (3^e ch.), 25 IV 1983

Siég. : Mme LION, prés.; MM. RENARD et STEENS, juges soc.
Plaid. : M^e CHARTIER.

(Rousseau c. République de Haute-Volta.)

COMPETENCE. — IMMUNITÉ DE JURIDIC- TION.

L'immunité de juridiction ne concerne que les actes accomplis par l'Etat étranger dans l'exercice de sa souveraineté et non les actes de gestion accomplis comme personne privée tels ceux accomplis à l'occasion de la conclusion ou de la rupture d'un contrat de travail d'ouvrier.

BEVOEGDHEID. — GERECHTELIJKE IMMUNITEIT.

De gerechtelijke immuniteit betreft slechts de handelingen door de vreemde Staat gesteld in de uitoefening van zijn soevereiniteit en niet de beheershandelingen gesteld als privaatspersoon, zoals die welke gesteld worden naar aanleiding van het sluiten en het verbreken van een arbeidsovereenkomst voor arbeider.

La demande tend à obtenir condamnation de la partie défenderesse à payer au demandeur :

— 164.142 F à titre d'indemnité pour licenciement abusif;

Les faits peuvent être résumés comme suit :

Par contrat écrit du 10 janvier 1977, l'ambassade de Haute-Volta à Bruxelles engage M. Rousseau en qualité de chauffeur, à partir du 13 janvier 1977, moyennant un salaire mensuel de 18.000 F.

Une lettre du 6 janvier 1977 précisait que le demandeur serait assujéti à la sécurité sociale, ce qui a été fait.

Par lettre dont la copie n'est pas datée, mais qui pourrait être du 4 mai 1981, le demandeur demande le réajustement de son salaire en fonction du revenu mensuel moyen garanti.

Le 29 octobre 1981, il lui est répondu qu'il sera fait droit à sa demande; il lui est demandé une plus grande rigueur dans le respect des horaires de travail et une meilleure volonté dans l'exécution de ses tâches.

Par lettre du 2 novembre 1981, M. Rousseau demande que soit respectée l'indexation de son salaire.

Le mercredi 11 mars 1982, il lui est notifié congé par la voie recommandée, dans les termes suivants :

« Nous avons constaté ce jour mardi 9 mars 1982, votre absence irrégulière de votre poste de travail.

« Cette absence que vous avez tenté de justifier au téléphone en invoquant une soi-disant grève des trains, vient s'ajouter à celle du 8 février 1982 et est, comme cette dernière, totalement injustifiable.

« N'étant pas, à notre connaissance, syndiqué et n'étant pas en grève ce jour, vous ne pouvez arguer du motif pris de la grève pour vous absenter toute une journée et ainsi paralyser le service, d'autant que vous avez toujours dit avoir une voiture et que vous pouvez avoir, si vous étiez de bonne foi, toutes les possibilités pour vous rendre au service.

« Dans tous les cas, chaque agent à l'ambassade est responsable de sa ponctualité au service, et l'ambassade n'a droit d'intervention pour aucun d'eux.

« Les moyens mis à notre disposition par notre gouvernement ne nous permettant pas d'engager plusieurs chauffeurs, nous ne pouvons plus longtemps garder à notre service un chauffeur qui ne vient que quand bon lui semble, et qui ne peut se conformer aux nécessités minimales du service et qui notoirement fait preuve de graves négligences dans l'exécution des tâches qui lui sont assignées.

« En conséquence, devant ces faits et absences irrégulières incompatibles avec les contraintes de l'ambassade, j'ai l'honneur par la présente de vous notifier votre préavis de congé pour compter du lundi 15 mars 1982, date à laquelle je vous libère de vos obligations de service.

« Vous pourrez donc mettre à profit ce délai pour la recherche éventuelle d'un autre emploi ».

Il s'ensuit un échange de correspondance entre l'organisation représentative des travailleurs à laquelle M. Rousseau a confié la défense de ses intérêts, et l'ambassade.

1. — La juridiction :

Le tribunal doit examiner tout d'abord sa compétence *ratione materiae* au sens du droit public international, soit, en d'autres termes, le problème de l'application en la cause de la règle spéciale de compétence, issue du droit des gens, qu'est l'immunité de juridiction.

Si les Etats étrangers jouissent en effet de l'immunité de juridiction, que doctrine et jurisprudence fondent généralement sur l'égalité entre Etats, l'indépendance ou la souveraineté de ceux-ci, cette immunité n'est toutefois pas absolue : il faut distinguer le cas où l'Etat étranger agit comme puissance publique, dans l'exercice de sa souveraineté (son *imperium*) ou comme personne privée, en vue d'actes de gestion.

Le principe de l'indépendance des Etats, déduit de leur souveraineté, n'est en effet pas d'application lorsque cette souveraineté n'est pas en cause : « si l'Etat ne met pas en œuvre la puissance publique, mais fait ce que les particuliers peuvent faire et, partant, n'agit que comme personne civile ou privée », les cours et tribunaux ont compétence pour connaître d'un différend entre un Belge et un Etat étranger, compétence qui dérive « non du consentement du justiciable, mais de la nature de l'acte et de la qualité en laquelle l'Etat y est intervenu » (Cass., 1903, *Pas.*, I, 294; Bruxelles, 2^e ch., 4 déc. 1963, *J.T.*, 1964,

p. 44; De Page, t. I, n^{os} 105 et s.; E. Suy, « L'immunité des Etats dans la jurisprudence belge », in *L'immunité de juridiction et d'exécution des Etats*, Bruxelles, éd. de l'Institut de sociologie, 1971 spéc. pp. 286 et 298; Paul de Visscher et Joe Verhoeven, « L'immunité de juridiction de l'Etat étranger dans la jurisprudence belge et le projet de Convention du Conseil de l'Europe », dans le même ouvrage).

L'immunité de juridiction ne s'applique pas davantage en cas de renonciation « expresse, voire même tacite, mais certaine et régulière » (Léopoldville, 29 mai 1956, *Pas.*, 1957, II, 56; *J.T.*, 1956, p. 716, *confir.* Civ. Léopoldville, 14 oct. 1955, *J.T.*, 1956, p. 292; E. Suy, *op. cit.*, p. 303).

Cette renonciation est superflue si, en raison de la nature même de l'acte — celui-ci étant étranger à l'exercice de l'*imperium* de l'Etat — le tribunal est compétent; il convient donc de déterminer si la relation de travail entre les parties est de droit public, si cet engagement est constitutif d'acte de gouvernement ou si au contraire, il s'agit d'un acte de la vie civile, ne rentrant pas dans ses attributions essentielles de la puissance publique.

Le contrat liant les parties est, sans aucun doute possible, un contrat de travail d'ouvrier : c'est un lien de droit privé qui les a unis, et la partie défenderesse n'a pas fait acte de gouvernement : elle a agi comme personne civile; le tribunal a juridiction en la cause.

Il est compétent *ratione materiae* sur base de l'article 635 du Code judiciaire, et *ratione loci* conformément à l'article 627, 9^o du Code judiciaire.

2. — Le fond :

Par ces motifs :

LE TRIBUNAL,

Statuant par défaut réputé contradictoire.

Dit la demande recevable.